

**Allocution du président de l'AMG, Pierre-Alain Schneider, au Parc des Bastions,  
le 24 mars 2009 à 18h15**

Mesdames, Messieurs,

MERCI ! Merci d'être venus si nombreux ici pour défendre ce qui nous tient à cœur, des soins performants, accessibles à tous ceux qui en ont besoin. Nous l'avons résumé dans ce slogan:

**Médecine de qualité et proximité POUR TOUS.**

Une médecine de **qualité** selon les traditions chères à notre pays et à Genève en particulier; une médecine de **proximité**, parce que, pour un patient, obtenir les soins nécessaires ne doit pas être un parcours du combattant ponctué d'attentes interminables.

Ce slogan exprime la volonté et l'engagement constants des médecins genevois depuis la fondation de l'AMG en 1892 et je vous rappelle que les premières interventions de mes prédécesseurs ont consisté à réclamer énergiquement du Conseil d'Etat la création d'une assistance sociale digne de ce nom à Genève.

Le parc des Bastions est un lieu hautement symbolique de l'histoire de Genève, et aussi de la Suisse. Tout d'abord, il y a derrière moi l'Université, lieu de savoir, institution scientifique d'où la médecine moderne tire toute son efficacité. L'université est issue avec le collège, de l'Académie que Calvin a fondé voici 450 ans avec la volonté d'ouvrir les portes de la connaissance au plus grand nombre. Austère Calvin qui, accompagné de ses compères réformateurs, nous observe de loin, derrière vous.

Là-haut, dans sa Tour Baudet, le gouvernement genevois qui nous regarde sans doute un peu agacé. Et plus haut encore, j'espère qu'il y a quelques ondes qui porteront notre message jusqu'à Berne en passant par Martigny, pour rétablir un vrai dialogue digne de nos traditions démocratiques.

Et puis, plus loin à ma gauche, la place Neuve au centre de laquelle trône le Général Dufour, ingénieur génial, pionnier de la cartographie suisse, mais aussi pacificateur de la Suisse à la tête de l'armée fédérale en 1847, alors que le conflit confessionnel du Sonderbund pouvait dégénérer en une guerre civile meurtrière. Le Général Dufour nous rappelle que Genève a un rôle à jouer en Suisse, un rôle important.

Au nom des médecins genevois, je tiens à vous dire combien la présence ici de chacun de vous tous est importante. Il me faut tout d'abord remercier les orateurs qui s'exprimeront à cette tribune,

Mme la Conseillère au Etats Liliane MAURY PASQUIER,  
le Dr Jacques DE HALLER, Président de la FMH,  
Mme Nawal JOS, Présidente de l'Association genevoise des assistantes médicales,  
Mme Anne-Marie BOLLIER, Représentante de l'organisation suisse des patients,  
la Dr Andrée DAYER, ancienne présidente de l'AMG et ancienne députée,

et de nombreuses personnalités que je n'arriverai pas à citer toutes. Nous y passerions la soirée. Je tiens cependant à saluer particulièrement de nombreux députés et

parlementaires fédéraux qui sont solidaires de notre action, dont le Dr Jean-Charles Rielle, des personnalités qui exercent des responsabilités importantes dans le domaine de la santé.

Et je vous salue tous ! Vous êtes d'abord des patients très nombreux. Nous sommes tous des patients, des soignés, ou nous le deviendrons un jour, hélas souvent plus tôt que nous le souhaitons. Et je pense à ceux qui n'ont pas pu se joindre à nous, mais nous accompagnent. J'ai reçu un message d'un ami proche qui s'est excusé, me disant qu'il était trop fatigué au début de sa chimiothérapie.

Vous êtes de très nombreuses assistantes de médecins, qui serez durement touchées dans l'essence même de votre profession par cette décision du Département fédéral de l'intérieur.

Vous êtes des infirmières confrontées à la prise en charge quotidienne des malades à l'hôpital ou à domicile. Les soins, vous connaissez et ce n'est pas facile tous les jours.

Vous êtes sages-femmes, physiothérapeutes, pharmaciens; importants les pharmaciens, ils ne font pas que vendre des boîtes de pilules, vous savez.

Vous êtes chiropraticiens, laborantins et laborantines, et membres de nombreux autres corps de métier indispensables au bon fonctionnement des soins. Pardonnez-moi de ne pas vous citer tous.

Vous êtes des médecins de toutes spécialités, travaillant en cabinet ou à l'hôpital, des médecins qui veulent défendre cette qualité des soins que nos voisins nous envient. Vous êtes aussi de futurs médecins attentifs à l'avenir même s'il paraît lointain. C'est sur vous que nous comptons pour la relève !

J'adresse enfin un salut à nos voisins vaudois qui ont aussi observé une grève des cabinets médicaux aujourd'hui et ont défilé dans les rues de Lausanne.

Vous l'avez compris, ou vous le comprendrez en lisant la revue *Planète Santé* qui vous a été remise, la baisse du tarif des analyses a été décidée par le Département fédéral de l'intérieur sans tenir compte de la réalité du terrain, sans tenir compte des propositions que nous avons faites. C'est que Pascal Couchepin est convaincu, par les chiffres, que ce qui se fait en dehors de nos frontières est bon et juste. Il conduit les yeux rivés sur le compteur et oublie juste de regarder la route. Il ne voit pas que nous allons dans le mur. Ceux qui en seront pour leurs frais, ce sont les patients, vous et moi.

Pascal Couchepin nous dit être **ouvert** au dialogue et à la concertation. Quelle bonne nouvelle ! Mais encore faut-il qu'il soit ouvert à des avis différents du sien. Or nous entendons qu'il est tellement convaincu d'avoir raison que rien ne peut l'ébranler. Ce que nous demandons donc très fort, Monsieur Couchepin, ce n'est pas un ministre qui sait tout et ne croit que ses services, mais un ministre capable d'une remise en question, un ministre capable d'écouter, et parfois de douter, comme nous doutons tous un jour un l'autre dans l'exercice de notre métier. Nous crions très fort en espérant vaincre votre surdité !

Cette baisse de tarif des analyses rendra donc l'exploitation d'un laboratoire au cabinet déficitaire et donc impossible. C'est une réalité calculée contrairement à ce que les

autorités fédérales nous disent. Seules quelques analyses isolées resteront possibles tandis que les analyses plus complètes, nécessaires au suivi de nombreuses maladies chroniques seront effectuées à l'extérieur, dans de grands laboratoires automatisés. Les petits laboratoires de proximité indépendants connaîtront d'ailleurs le même sort. Il n'y aura plus de coursier disponible dans la demi-heure pour avoir un résultat rapide. Et la prise de sang qui ne sera plus payée au cabinet du médecin devra être faite au laboratoire, ou dans un centre de prélèvement.

Déplacements supplémentaires imposés souvent à des personnes âgées, heures de travail perdues, consultations supplémentaires superflues : voilà ce que nous ne voulons pas. Car ce projet ne fera que transférer des coûts. L'économie sera illusoire. Les patients et les employeurs en supporteront les conséquences. La médecine de proximité y perdra un peu plus de son intérêt. Le médecin généraliste soignera de moins en moins pour se contenter d'être un aiguilleur vers le laboratoire, vers le spécialiste ou vers l'hôpital. Quel gâchis !

Nous exigeons donc que Pascal Couchepin revienne sur sa décision, qu'il écoute nos représentants et qu'il cherche une solution raisonnable. Nous exigeons un vrai partenariat, un esprit constructif. Nous voulons être associés sur un pied d'égalité au contrôle des coûts de la santé, intelligemment. Et nous en appelons aux autorités cantonales afin qu'elles soutiennent énergiquement notre appel.

Un système de santé efficace ne se fait pas sans médecin, ni sans assistante de médecin, ni sans infirmière, ni sans pharmacien, ni sans les nombreux métiers de la santé que vous représentez ici. Un système de santé de qualité nécessite l'engagement de tous les partenaires, dans un esprit de concertation, et avec la volonté des patients.

**Nous nous sommes rassemblés ici pour le dire haut et fort !**